

DELDREVE, Valérie et DEBOUDT, Philippe (dir.) (2012) *Le Parc national des calanques. Construction territoriale, concertation et usages*. Versailles, Éditions Quae, 229 p. (ISBN 978-2-7592-1875-2)

André Micoud

Volume 57, numéro 161, septembre 2013

URI : <https://id.erudit.org/iderudit/1024907ar>

DOI : <https://doi.org/10.7202/1024907ar>

[Aller au sommaire du numéro](#)

Éditeur(s)

Département de géographie de l'Université Laval

ISSN

0007-9766 (imprimé)

1708-8968 (numérique)

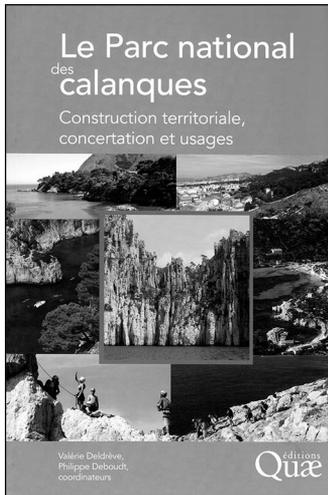
[Découvrir la revue](#)

Citer ce compte rendu

Micoud, A. (2013). Compte rendu de [DELDREVE, Valérie et DEBOUDT, Philippe (dir.) (2012) *Le Parc national des calanques. Construction territoriale, concertation et usages*. Versailles, Éditions Quae, 229 p. (ISBN 978-2-7592-1875-2)]. *Cahiers de géographie du Québec*, 57(161), 302–303. <https://doi.org/10.7202/1024907ar>

tableaux, figures et encadrés de la première partie principalement? Pourquoi, enfin, une bibliographie essentiellement francophone?

Bernadette Mérenne-Schoumaker
Université de Liège



DELDRÈVE, Valérie et DEBOUDT, Philippe (dir.) (2012) *Le Parc national des calanques. Construction territoriale, concertation et usages.* Versailles, Éditions Quæ, 229 p. (ISBN 978-2-7592-1875-2)

Créé officiellement en avril 2012, selon les termes de la nouvelle loi de 2006, le Parc national des calanques, parc littoral et marin tout près de Marseille, procède d'une longue histoire. Les auteurs, au nombre de huit, qui rapportent ici les résultats de leurs travaux d'observation de la longue phase de concertation ayant présidé à cette création entre les nombreux et divers acteurs, ont choisi d'organiser leur compte rendu autour de trois thèmes.

Dans la première partie de l'ouvrage, Philippe Debout, Arlette Hérat, Anne-Peggy Hellequin et Vincent Herbert se donnent pour tâche de restituer la manière dont a pu s'effectuer une construction territoriale fort problématique

là où la nature sauvage, d'un côté, s'imbrique dans les interstices urbains d'une métropole fragmentée, de l'autre. Jamais, parc naturel ne fut si étroitement « périurbain » et donc pris dans les enjeux afférents.

Dans la seconde partie, Valérie Deldrève présente, dans trois approches successives, la concertation qui a dû être menée pour résoudre cet imbroglio : quels objectifs et quelles formes, avec quels acteurs et pour quels enjeux? Ce qui pose la question capitale des légitimités à prendre part au débat.

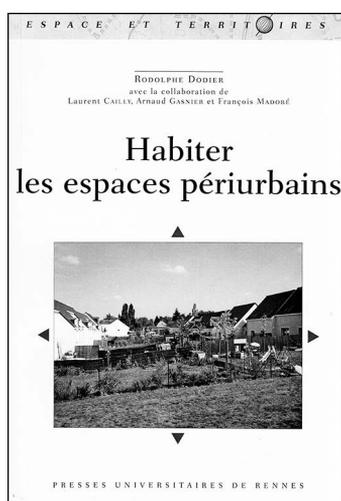
La troisième et dernière partie est consacrée à ce qu'on pressentait être l'essentiel de cette affaire complexe : les usages, à savoir, qui au bout du compte va avoir le droit de faire quoi et où?

Un parc qui procède d'une longue histoire, disions-nous, ce que les auteurs n'ont pas manqué de découvrir quand, engagés dans le programme de recherche Concertation, décision, environnement du CNRS et du ministère de l'Écologie, ils se sont trouvés face à des acteurs locaux qui « avaient pris leur marques » depuis longtemps, tant ce projet d'un parc sur ce site naturel de 8000 ha classé depuis le milieu des années 1970 faisait partie du paysage local. Si le processus de création a débuté en 2007, c'est même bien plus tôt que l'idée en avait germé chez les excursionnistes marseillais dès les années 1920, puis qu'elle a pris corps avec les classements en 1975-1976 et qu'elle s'était déjà institutionnalisée en 1999 avec la création du Groupement d'intérêt public des calanques. Sauf que, plutôt que de vouloir y protéger la biodiversité, les promoteurs d'alors s'impliquaient pour sauvegarder leurs pratiques de plein-air (randonnée, plongée sous-marine, escalade...). Ajoutons à cela – ce qui est essentiel pour comprendre le cas d'espèce – la présence dans les dites calanques de nombreux « cabanons », bicoques sans confort ou petites maisonnettes accrochées aux rochers et dont les occupants tolérés entendaient bien garder leur habitudes. Dussent-ils, pour cela, s'ériger en « gardiens » du parc.



La concertation, dans ces conditions, devait être la plus impartiale qui fût et il y a tout lieu de penser qu'elle le fut. Sauf que, pour faire devenir « bien commun » cet espace approprié depuis si longtemps tant par des usagers jaloux de leurs passions que par des résidents « historiques », il aurait fallu sans doute beaucoup plus de temps que celui autorisé par une procédure administrative, fût-elle la plus « démocratique ».

André Micoud
Mondes et Dynamiques des Sociétés (MODYS)
UMR du CNRS 5264



DODIER, Rodolphe, CAILLY, Laurent, GASNIER, Arnaud et MADORÉ, François (2012) *Habiter les espaces périurbains*. Rennes, Presses universitaires de Rennes, 219 p., (ISBN 978-2-7535-2001-1)

Mal aimé des aménageurs, le périurbain – et ses modes d'habiter la ville étalée – se retrouve pourtant au centre des préférences des habitants. L'ouvrage *Habiter les espaces périurbains*, proposé par Rodolphe Dodier et ses collaborateurs Laurent Cailly, Arnaud Gasnier et François Madoré, tente d'aller au-delà des préférences résidentielles pour approcher la complexité des périurbains.

Les auteurs proposent une problématique bien construite et pertinente, mais qui, en soi, offre peu d'innovation. Avec un questionnement théorique relativement simple, construit sur une littérature essentiellement française, ce qui apparaît étonnant vu la richesse de la thématique, l'ouvrage s'insère péniblement dans une perspective internationale, voire européenne. Or, la qualité de l'ouvrage nous pousse à aller au-delà de cette gêne.

Le périurbain est analysé à partir de ses impacts environnementaux, économiques et sociaux, (pré-)jugés comme des effets négatifs. Le déplacement de la focale vers une perspective plus complexe, plus relative, est évidemment plus constructif. À ce titre, l'ouvrage réussit de manière exemplaire à se positionner au-dessus du clivage pour ou contre le périurbain, pour plutôt explorer les logiques et les (ir)rationalités des choix résidentiels. La problématique d'une forme urbaine diffuse, tantôt en croissance, tantôt en renouvellement social, est finalement habilement posée. En outre, les logiques habitantes sont abordées à une échelle fine, de la commune, voire du lotissement. C'est bien le caractère polymorphe du périurbain que les auteurs mettent en exergue, soulignant les paradoxes que posent les *habitus* résidentiels des ménages menant à s'établir dans le périurbain, bassin de vie que plusieurs habitent depuis toujours.

En explorant l'évidente tension des navettes domicile-travail dans les zones périurbaines de la France de l'Ouest, tout comme les autres mobilités associées aux pratiques de consommation et de loisirs, c'est finalement la variété et la variabilité des modes d'habiter que les auteurs exposent. Il s'agit de perspectives permettant de dépasser les classiques oppositions de l'habiter au centre ou en périphérie et de comprendre plutôt les différentes formes d'attachement, les caractéristiques des identités et les rapports à l'urbanité et à l'altérité des périurbains. Comme dans tant d'autres ouvrages, on se retrouve donc bien loin du périurbain homogène et monotone.